

ALLOCUTION DE MONSIEUR EDOUARD FRITCH
CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Monsieur le Président de l'Assemblée,

Mesdames et monsieur les Députés,

Madame et monsieur les Sénateurs,

Monsieur le Secrétaire Général, représentant le Haut-Commissaire,

Mesdames et messieurs les Représentants,

Messieurs les maires des Marquises et des Australes,

Mesdames et messieurs les maires des Tuamotu et Gambier et des
Iles sous le vent,

Messieurs les maires des Iles du vent,

Amiral,

Mesdames et messieurs les responsables des confessions religieuses,

Mesdames et messieurs les responsables des administrations de
l'Etat,

Mesdames et messieurs les responsables des administrations de la
Polynésie française,

Mesdames et messieurs de la presse,

Mesdames et messieurs du public,

Chers amis, téléspectateurs et internautes,

Chers amis,

Le 6 mai dernier, 135 688 polynésiens ont exprimé leur suffrage et ont décidé de nous élire, nous les 57 représentants, pour porter leurs espoirs et leurs attentes durant les 5 prochaines années.

Je vous félicite, chacune et chacun d'entre vous, pour votre élection.

Je voudrais commencer par féliciter chaleureusement notre Président de l'Assemblée fraîchement élu hier.

Vous savez que je respecte pleinement votre institution et ses prérogatives. L'assemblée doit pleinement assumer son rôle législatif, base sur laquelle s'organisent notre société et la vie des citoyens. Ce rôle est capital car les lois votées au sein de cet hémicycle doivent améliorer, simplifier et dynamiser la vie des Polynésiens.

J'y accorde une grande importance parce que c'est l'un des axes majeurs de notre programme de mandature. Mais, j'y reviendrai tout à l'heure.

Je voudrais saluer les deux groupes de l'opposition.

En démocratie, une opposition est indispensable, d'autant plus indispensable qu'elle s'inscrit dans une logique constructive. Je formule le voeu que nous pourrions tenir des débats politiques nobles et non systématiquement politiques.

Je voudrais enfin tout particulièrement saluer, avec émotion, mes 37 collègues élus de la liste du Tapura Huiraaatira, avec qui nous avons mené une brillante campagne.

Merci du fond du cœur pour votre implication sur le terrain et votre courage. Merci d'avoir mené une campagne propre, malgré les accusations gratuites, les mensonges, les diffamations, proférés par certains de nos adversaires.

Même au soir du premier, puis du second tour, j'ai encore entendu la litanie des qualificatifs à mon encontre : « incapable, incompetent, rien dans le pantalon, hupehupe, des caisses du pays vidées, etc ». La défaite ne peut pas justifier de tels écarts de langage.

Ce ne fut pas une campagne facile. Ce ne fut pas non plus une campagne d'idées. D'un côté, on fustigeait les corrompus et on promettait de tout régler grâce à l'ONU et à l'indépendance ; de l'autre on promettait de tout régler, le chômage et la pauvreté, avec de vieilles recettes, beaucoup de démagogie et 500 milliards.

Concernant l'ONU, permettez-moi de faire une petite parenthèse.

Si l'on regarde le bilan de la réinscription depuis 2013, quelle plus-value a apporté cette opération pour notre pays ? RIEN.

Même en janvier 2017, à la suite des intempéries qui ont causé de graves dégâts y compris à Faaa, l'ONU, pourtant préoccupé par le réchauffement climatique, nous a totalement ignorés, et Faaa y compris. *(Je ferme la parenthèse).*

La corruption fut un thème que l'on a beaucoup entendu durant ces derniers mois de campagne. C'est un sujet important et il convient de respecter l'exigence de probité souhaitée par tous. Je n'ai cessé de répéter durant cette campagne que l'argent public doit être utilisé à bon escient et pour le bien de l'intérêt général.

Notre démocratie a évolué et les électeurs, ceux qui viennent encore voter, attendent davantage des candidats.

Ils n'attendent pas que le débat politique se résume à des invectives ou des attaques personnelles.

Pour ce qui concerne le Tapura Huiraaatira, nous n'avons pas cédé au simplisme et à la démagogie.

Nous avons toujours considéré que les Polynésiens ont du bon sens. Nous avons toujours considéré que les Polynésiens sont responsables et capables de discernement.

Ils savent faire le tri entre les partisans de la démagogie et ceux du réalisme, entre les partisans de la haine et ceux de la paix, entre les partisans de la stabilité et ceux de l'instabilité, entre les partisans du développement et ceux de l'assistanat.

Oui, les Polynésiens sont responsables, contrairement à ce que pensent certains qui, pour justifier leurs propres carences politiques, se sont permis de critiquer les électeurs dès le soir du 1^{er} tour du 22 avril dernier. Ces critiques étaient d'ailleurs étonnantes, alors que tous disent « Te reo o te nunaa, te reo ia o te Atua ». Critiquer les électeurs, n'est-ce pas critiquer la volonté de Dieu ?

Au soir du premier tour, il y avait 17 041 voix d'écart entre le Tapura et la liste arrivée en second.

Le peuple polynésien s'est à nouveau clairement prononcé ce 6 mai dernier. Au soir du second tour, il y avait 29 119 voix d'écart entre le Tapura et la même liste arrivée en second.

Les électeurs ont amplifié leur adhésion à la liste du Tapura, avec quasiment 1 électeur sur 2. C'est l'expression démocratique qui a parlé.

Je sais aussi que certains espèrent encore gagner les élections à la barre du tribunal. Un spécialiste des abus de biens sociaux et des panneaux solaires, a commencé à attaquer en justice les candidats du Tapura.

Nous avons tout entendu sur de soi-disant « magouilles », sur les électeurs achetés à coup de « côtes de bœuf et de sacs de riz », sur la corruption généralisée.

Nous avons même eu droit, à l'orchestration entre les deux tours, d'une plainte d'une militante Tahoeraa qui se sentait menacée pour son CAE.

Avons-nous besoin de menacer une CAE, militante du Tahoeraa, alors que le Tapura affichait plus de 17 000 voix d'avance ?

En tout cas, c'est la démonstration que nous n'avons pas acheté les consciences en distribuant des CAE ou des « fare ».

D'ailleurs, comment est-ce possible ? Contrairement au passé, il n'y a pas d'exclusive politique dans l'attribution des aides.

Certains ne se sont pas rendu compte que les Polynésiens ont évolué et que la Polynésie de 2018 n'est plus celle du début des années 2000. Les Polynésiens attendent que nous changions nos mœurs et nos pratiques politiques.

Hier, au sein de cet hémicycle, j'ai entendu que certains d'entre nous devraient se présenter devant les juges plutôt qu'à vos suffrages.

Je rappelle d'abord à ces représentants qui veulent s'ériger en juge, que la justice est déjà passée.

J'ajoute, selon notre Constitution souvent citée par le député Brotherson et le représentant Tuheiava, que cette justice s'exprime au nom du peuple. Que le 6 mai dernier, ce même peuple maohi nous a légitimés. Qu'il vient de s'exprimer en nous demandant de présider aux affaires de notre pays. Qu'il a renvoyé dans la minorité ceux qui ont recherché une légitimité devant l'ONU, à défaut de l'obtenir dans les urnes.

C'est bien le peuple maohi qui doit décider de notre avenir, pas la communauté internationale ! A cet égard, je vous le confirme, nous nous retrouverons à New York, à l'ONU.

Vous savez, j'ai exigé de mes co-listiers qu'ils mènent une campagne sans promesse exubérante, sans clientélisme, sans insulte, sans attaque des personnes. Mes co-listiers ont respecté mes consignes. Je les en remercie et je les applaudis.

Au soir du 6 mai 2018, le choix du peuple polynésien en faveur de la liste du Tapura est sans ambiguïté. C'est la première fois qu'une liste obtient plus de 66 500 voix à la sortie d'une élection territoriale. C'est une réelle légitimité offerte par les Polynésiens à la liste du Tapura Huiraaatira. Encore merci aux Polynésiens.

Le soir du 6 mai, j'ai retenu quelques messages et tiré quelques leçons.

Les Polynésiens ont choisi la continuité, la paix et la stabilité.

Les Polynésiens ont choisi l'intérêt général et le bien commun.

Les Polynésiens ont choisi le bon sens et la responsabilisation.

Les Polynésiens ont choisi le dialogue et le partenariat avec l'Etat.

Les Polynésiens ont choisi un leader qui veut travailler en équipe.

Les Polynésiens ont choisi l'honnêteté, la simplicité et l'humilité.

Enfin, les Polynésiens ont clairement choisi l'Autonomie.

Ces choix sont des valeurs que j'ai déjà faites miennes et elles guident mon action et mes décisions.

Pour notre part, le Tapura a présenté un programme complet et consistant pour cette mandature.

Nous avons centré notre campagne sur les solutions à apporter :

- aux difficultés quotidiennes des familles,
- aux difficultés des citoyens, en particulier ceux des archipels, face aux administrations,
- et au renforcement du développement économique.

Vous savez que nous avons placé en premier axe de notre programme, l'amélioration de la vie quotidienne des familles et des polynésiens.

A cet égard, nous partageons tous les mêmes constats : le chômage, les problèmes de logement, l'échec scolaire, l'alcoolisme, la drogue, les violences familiales, la délinquance et la perte de repères.

Face à ces constats, nous avons proposé des actions telles que la création d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale principalement destiné au SDF, avec clairement en perspective leur réinsertion. Ce centre sera construit sur le site de Raimanutea.

En totale concertation avec les communes, nous mettrons en place le couvre-feu pour les enfants et les jeunes adolescents. Nous favoriserons la construction d'établissements d'hébergement pour personnes âgées ou dépendantes. Nous soutiendrons les associations d'insertion sociale et professionnelle. Nous soutiendrons les programmes d'éducation à la parentalité. Un ministère sera spécialement dédié à ce programme.

Toujours pour soutenir les familles, nous mettrons en place le transport en commun gratuit pour les personnes handicapées, les étudiants et les demandeurs d'emploi. Nous financerons à 80 %, sous certaines conditions, les frais de permis de conduire des jeunes.

En effet, pouvoir se déplacer est un besoin fondamental que je voudrais satisfaire au mieux.

Nous favoriserons la pratique sportive grâce à des moyens financiers et matériels accrus.

La prévention sera une priorité, et nous renforcerons les actions, notamment en faveur du sport pour la santé.

Nous avons créé l'école de la seconde chance. Les premiers résultats sont déjà là. Il convient de consolider et de renforcer les dispositifs existants.

Pour nos enfants scolarisés, nous déploierons un vaste plan de modernisation et d'amélioration des conditions de vie dans les classes, les cantines et les internats, avec l'appui financier de l'Etat.

S'instruire est aussi un autre besoin fondamental auquel nous devons répondre avec toute la gravité de cet enjeu vital pour notre avenir. La réussite à l'école doit être l'objectif commun des parents et de la collectivité.

Mes chers amis, je n'ai cité ici, que quelques-unes des mesures destinées aux familles.

En second axe de notre programme, nous engagerons la modernisation de notre pays. Dans ce processus, il y a trois idées force.

L'une concerne la nécessité de rapprocher l'administration des citoyens.

Trop de concitoyens se plaignent de la mauvaise qualité du service public.

Au travers de mes rencontres dans les archipels et même à Tahiti, j'ai entendu des griefs à propos des procédures administratives complexes voire incompréhensibles, des délais d'attente longs pour l'obtention de documents administratifs, un accueil inadapté du public.

Désormais, une simplification des démarches administratives est devenue nécessaire.

A l'image de ce qui a été amorcé par les affaires foncières, avec OTIA, et les Contributions, avec la déclaration de la TVA en ligne, la digitalisation de notre administration facilitera cette simplification.

Un meilleur accueil du public doit être satisfait. Une administration moderne et efficace est devenue une exigence incontournable formulée par les citoyens.

La seconde idée force qui touche à notre modernisation, concerne la transition énergétique et environnementale de notre pays.

Les problématiques de changement climatique et de réchauffement de la planète nous obligent à intégrer encore plus d'énergie renouvelable dans nos modes de consommation, de mieux traiter nos déchets, et de traiter nos eaux usées. Sur ces sujets, nous travaillerons en étroit partenariat avec nos communes.

Enfin, la dernière idée force concerne la transition numérique et humaine de notre pays.

L'éclatement de notre pays sur une superficie immense de 5,5 millions de kilomètres carrés, nous oblige à trouver des solutions pour assurer la continuité en matière d'éducation, de santé, d'approvisionnement des biens et des denrées et de service public. Nous devons mettre en place des solutions adaptées à notre grand éclatement pour faire face aux problématiques de desserte et de télécommunications.

C'est le grand sujet de la continuité territoriale que nous devons traiter en partenariat avec l'Etat, au regard de la Loi Egalité Réelle Outre-Mer et de l'Accord de l'Elysée.

Le troisième grand axe de notre programme concerne notre développement et la création de la richesse économique.

Notre pays possède des atouts naturels importants et uniques. Notre culture, notre population, notre climat, notre sécurité, notre biodiversité, nos lagons, notre zone économique exclusive, nos savoir-faire en pêche industrielle et en construction navale, font partie de ces atouts réels et concrets que nous pouvons valoriser.

Ces atouts nous permettent de fonder notre création de richesses sur le tourisme et l'économie bleue, et ce d'une façon durable afin que nos générations futures puissent encore en bénéficier.

A cet égard, nous mettrons en œuvre les conditions pour que le projet Tahitian Village du groupe maori IWI se réalise dans les meilleurs délais.

Avec une capacité de 1550 clés, ce sont plus de 350 000 touristes qui peuvent être accueillis en Polynésie avant la fin de la mandature.

Cette volonté de développement de notre tourisme s'accompagne déjà d'une politique d'ouverture du ciel polynésien avec l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes et autres projets de desserte internationale qui se sont déjà manifestés.

De plus, la modernisation des aéroports de Faaa et de Bora est aussi devenue incontournable et vitale. Il nous faut aussi faire aboutir le projet d'aéroport de dégagement sur Rangiroa.

L'ensemble fera rapidement l'objet de discussions avec les autorités de l'Etat, avec le lancement prochain de l'appel d'offres qui désignera le futur concessionnaire.

D'autres actions d'accompagnement touchant la culture, les visas touristiques, la légalisation des locations de type AirBnB, etc, seront aussi prévues. J'attacherai également une importance particulière au développement de la petite hôtellerie.

Pour le développement de l'économie bleue, nous sommes très heureux de l'arrivée en cette fin de mois, du président de Tahiti Nui Ocean Foods, monsieur WANG Cheng, qui devrait donner un coup d'accélérateur au chantier de la ferme aquacole de Hao.

Les travaux de terrassements ont bien avancé. TNOF devrait rapidement lancer la construction des bâtiments techniques du projet, et en particulier ceux utiles à l'écloserie.

Pour l'économie de la mer, c'est également la multiplication des points d'escale pour navires de croisières et yachts de luxe à Tahiti et dans les archipels.

Il est également pertinent de créer un Pôle polynésien de réparation navale de dimension internationale puisque la demande et le savoir-faire local existent.

Enfin, il y a toutes les potentialités issues des biotechnologies et des ressources minérales océaniques pour lesquelles nous accorderons un intérêt certain sur ces filières d'avenir.

A cet égard, je rappelle, que les compétences de domanialité de la Polynésie française lui permettent d'explorer, d'exploiter et de valoriser toutes les ressources de la zone économique exclusive.

Aussi, avec la présence des unités de recherche telles que celles de l'IRD, du CRIOBE, de l'Université de la Polynésie française, de Berkeley, et prochainement celle de TNOF en joint-venture avec l'Université de l'Océan de Shanghai, je formule le vœu que les connaissances acquises pourront être vulgarisées au bénéfice des Polynésiens.

Enfin, nous accorderons également un vif intérêt en faveur de l'économie verte, parmi lesquelles figurent les filières de production à partir du coco et de la vanille.

Dans l'objectif d'une plus grande autonomie alimentaire, une politique volontariste d'accroissement de nos productions maraichères, vivrières et fruitières locales, sera également mise en oeuvre.

A cet égard, le processus de soutien à la production a déjà été lancé grâce aux mesures de soutien aux investissements matériels, de sortie d'indivision, de désenclavement de nos vallées et d'aménagements fonciers.

Par ailleurs, cette nouvelle majorité et le prochain gouvernement devront également assurer la finalisation des réformes importantes engagées par le gouvernement précédent.

Les réformes sont indispensables pour deux raisons.

La première raison est que notre pays s'était immobilisé durant toutes les années d'instabilité.

En effet, durant toutes ces années de crise politique, nous avons le sentiment que les gouvernements en place étaient quasiment réduits à expédier les affaires courantes. La Polynésie s'est arrêtée de grandir durant près de 10 ans.

Au bout du compte, les handicaps se sont effectivement accumulés et ont pesé sur notre système économique et social. Des milliers de familles se sont retrouvées privées d'emploi et de ressources. Voilà, à mon sens, l'origine du processus d'aggravation de la pauvreté monétaire dans notre pays.

Je reconnais ma peine et ma part de responsabilité dans ce processus, puisque j'étais parmi ceux qui, par discipline envers leur ancien parti, ont participé à tous les renversements de gouvernement perpétrés après 2004.

Le Produit Intérieur Brut de notre pays avait alors chuté de 10 points, soit plus de 50 milliards de ressources perdus durant cette période. Il fallait donc réagir, réformer et repartir à la conquête du terrain perdu.

La seconde raison est que le monde a évolué et évolue vite.

Face aux diverses menaces provenant du changement climatique, du terrorisme, de la crise européenne, de la crise financière américaine, des conflits au Moyen Orient, le monde s'est retrouvé devant une obligation de changer et de lutter contre ces nouvelles menaces.

Nous aussi, en Polynésie française, nous sommes liés au destin du monde. Nous sommes connectés et impactés par ces grands courants qui agitent le monde.

Sur la transition énergétique, nous sommes pleinement concernés et impliqués.

Face aux crises financières subies par telle ou telle partie du monde, nous cherchons à renforcer notre autonomie économique et énergétique, afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Depuis trois ans, nous avons commencé à lancer ce processus de réforme.

Nous avons lancé la mise en place de plusieurs schémas directeurs, dans les secteurs de la santé, du tourisme, des transports interinsulaires, de l'éducation, de la perliculture, de la pêche, de l'indivision et du tribunal foncier, de la transition énergétique, de l'environnement et du plan numérique. Vous voyez que cela fait beaucoup de chantiers lancés, parce qu'indispensables.

Parmi les réformes urgentes que nous devons relever, il y a la protection sociale généralisée. Nous sommes tous conscients que, sans réforme, c'est la faillite de la caisse de retraite d'ici deux ans.

Je ne vais pas ici, m'attarder sur les causes et les responsables de cette défaillance. Je me suis investi depuis trois ans à proposer une solution, par le dialogue et la concertation.

Je regrette tout de même que certains se soient servis de ce dossier d'une manière politicienne, pour retarder la réforme et l'utiliser comme tremplin pour être élu.

Mais, par devoir et par responsabilité, je mènerai la réforme à son terme. Des discussions reprendront rapidement et je souhaiterai que nous puissions aboutir à une proposition en septembre prochain.

Parmi d'autres réformes indispensables, nous avons également les réformes du secteur de l'énergie, de l'environnement avec les obligations de traiter les eaux usées et les déchets.

Nous avons également le code du travail, le schéma d'aménagement de la Polynésie, les Plans de prévention des risques, le code des mines, etc. Beaucoup de ces chantiers importants sont déjà en préparation.

Mes chers amis, notre majorité sera une majorité de travail, une majorité au service de l'intérêt général, une majorité qui mettra en œuvre notre programme de campagne.

Au soir du 6 mai, j'ai appelé, et j'appelle à nouveau, tous les élus, de quelque parti qu'ils soient, au rassemblement pour, ensemble, relever notre pays et travailler pour le bien commun et l'intérêt général.

Cette collaboration n'est pas incompatible avec ceux qui ont une vision institutionnelle souverainiste, comme on le sait, bien différente de la nôtre.

Travailler pour le bien-être quotidien de nos concitoyens est un élan qui devrait malgré tout, pouvoir nous rapprocher.

Attention, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je ne demande pas à tous les élus de rejoindre le Tapura. Je ne suis pas en train de soudoyer les élus de l'opposition. Je ne veux pas faire d'hégémonisme politique comme j'ai pu l'entendre.

Je voulais simplement dire que la campagne est terminée et qu'il faut baisser nos drapeaux respectifs pour nous consacrer aux problèmes des familles polynésiennes.

Ce que je viens de dire, je l'ai fait durant ces trois dernières années.

J'ai notamment beaucoup soutenu les projets des communes de Faaa, de Uturoa, de Moorea, de Ua Pou, de Hiva Oa, de Tahuata, de Taputapuatea alors que celle-ci était dans l'opposition.

Je continuerai à le faire, pour peu évidemment que je sois respecté et non vilipendé par ces maires. C'est la gouvernance que je vous propose de continuer à prôner.

Par ailleurs, dans mes déclarations du 6 mai au soir, j'avais dit que j'étais disposé à mettre des moyens en faveur des deux groupes de l'opposition, pour qu'ils puissent exercer leur mandat d'une manière normale. Cette proposition avait été acceptée par notre groupe.

Cependant, hier, juste à la suite de l'élection du président de l'Assemblée de la Polynésie française, je n'ai pu que constater les propos malveillants, déplacés et totalement irrespectueux du Tavini à l'égard de monsieur Tong Sang.

C'est une grave défiance à l'égard du président de l'Assemblée et donc du groupe majoritaire. C'est aussi, à mon sens, une grave défiance à l'égard de nos institutions démocratiques. Cette défiance oblige notre groupe à rediscuter de notre proposition.

Mes chers amis, je suis prêt à continuer à conduire notre pays selon nos valeurs chrétiennes communes de solidarité, d'humilité, de paix et du sens aigu du bien commun.

Je serai le président de tous les Polynésiens, de tous les archipels. Je voudrais donner une nouvelle image de la politique et de la classe politique.

Je voudrais que tous les Polynésiens se sentent bien chez eux. Qu'ils aient le sentiment d'avoir une place chez eux, dans notre pays. C'est ce que je veux partager avec tous les décideurs économiques et sociaux de notre pays.

Nous vivons dans un pays de paix. Cette paix est un bien précieux qu'il faut préserver et faire fructifier comme un capital.

Je voudrais que nous soyons fiers de notre identité et de notre culture.

Je voudrais tout simplement que nous soyons fiers d'être polynésiens et que nous aimions notre pays.

Je vous remercie.